

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Bush-autorise-la-construction-d-un-Mur-de-Berlin-a-la-frontiere-mexicaine>

Bush autorise la construction d'un "Mur de Berlin" à la frontière mexicaine

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : vendredi 27 octobre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Agence France-Presse

Washington, Le jeudi 26 octobre 2006.

Le président américain George W. Bush a promulgué jeudi une loi autorisant la construction d'un millier de kilomètres de mur sur la frontière mexicaine, occasion pour lui de porter l'attention sur l'immigration clandestine à douze jours d'élections parlementaires.

La loi signée par M. Bush à la Maison-Blanche permet la construction d'un mur de près de 1200 kilomètres sur un tiers de la frontière avec le Mexique, qui serait la plus traversée au monde, aussi bien par les immigrants légaux que les clandestins.

La concrétisation du projet sous la présidence de M. Bush et son financement sont tout sauf assurés.

À Mexico, le porte-parole présidentiel, Ruben Aguilar, a estimé que la création de ce mur ne réglerait pas le problème de l'immigration. « Nous réfutons l'idée que les murs puissent régler les problèmes », a-t-il dit.

La loi américaine est aussi dénoncée aux États-Unis par les organisations de défense des droits de l'Homme. Son efficacité est sujette à controverse.

Mais la promulgation du texte fournit à M. Bush et à sa majorité républicaine la chance de faire porter le débat avec l'opposition démocrate sur autre chose que l'Irak et de flatter une base électorale qui menace de se détourner des urnes le 7 novembre.

L'immigration illégale passe pour une préoccupation première de l'électorat conservateur. Mais ce dernier, fâché par l'ampleur des dépenses publiques et les scandales éclaboussant le Congrès et les républicains, pourrait être tenté de ne pas voter.

Avec la violence en Irak, sa désaffection pourrait causer la perte des républicains qui se démènent pour le mobiliser.

En mars 2005, le Pew Hispanic Center chiffrait à environ 11 millions le nombre de clandestins aux États-Unis (pour une population qui vient de dépasser les 300 millions), dont plus de six millions de Mexicains.

« Malheureusement, les États-Unis n'ont pas eu le contrôle total de leurs frontières pendant des décennies et l'immigration clandestine a augmenté », a dit M. Bush lors de la signature en présence des chefs des groupes républicains dans les deux chambres du Congrès, Bill Frist et John Boehner. « Nous avons la responsabilité de sécuriser nos frontières. Nous prenons cette responsabilité au sérieux » et la nouvelle loi « rendra nos frontières plus sûres », a-t-il précisé.

Pour en tirer le meilleur profit au plus près des élections, le Congrès républicain a attendu cette semaine pour transmettre le texte à M. Bush pour signature. Le président de la Chambre des représentants, Dennis Hastert, et le chef du groupe républicain au Sénat, Bill Frist, se sont félicités de sa promulgation. Selon eux, « les Américains exigent la sécurisation de leurs frontières » et les démocrates « ignorent » cette exigence.

Ils ont aussi affirmé dans un communiqué que le combat contre l'immigration clandestine passait d'abord par l'application des lois, écho de l'opposition de nombreux républicains à un autre projet de M. Bush : régulariser

temporairement une partie des clandestins.

M. Bush a encore défendu cette idée jeudi, réfutant qu'il s'agisse d'une « amnistie ». Il n'a toutefois pas été capable à ce jour d'obtenir l'approbation du Congrès à une telle mesure. Elle pourrait assurer aux républicains les sympathies d'une communauté hispanique de plus en plus influente, et de patrons ayant besoin de main d'oeuvre pour les travaux rebutants. Mais la peur de l'immigrant importe davantage pour l'instant pour les républicains.

Quant au mur, que l'administration appelle « barrière », il consisterait essentiellement en clôtures supplémentaires, en barrières amovibles et en postes de contrôle, associés à une surveillance par caméras, satellites et même par drones, selon la description de M. Bush.

Certains parlementaires ont estimé son coût à plus de six milliards de dollars.

Selon le président du Mexique, compare ce mur au mur de Berlin.

La décision des États-Unis d'autoriser la construction d'un mur sur la frontière mexicaine constitue « une grande erreur », a déclaré jeudi à Ottawa le président élu du Mexique, Felipe Calderon, le comparant au « mur de Berlin ».

La construction d'un mur sur la frontière américano-mexicaine ne résoudra pas le problème de l'immigration, a dit jeudi à l'AFP le porte-parole de la présidence mexicaine Ruben Aguilar, après la promulgation aux États-Unis de la loi sur l'édification de cette barrière.

« Les murs ne peuvent résoudre les problèmes. Seulement une réforme migratoire qui organise une migration ordonnée, légale et respectant les droits de l'homme résoudra le problème », a déclaré Ruben Aguilar par téléphone à l'AFP.